

Lorsque le tremblement de terre catastrophique a frappé Haïti peu avant 17 h, le mardi 12 janvier 2010, Edmund Lee était au bureau et se préparait à rentrer chez lui. Ce ancien directeur adjoint des Relations commerciales avec l'Amérique latine et les Caraïbes ne connaîtrait plus d'autre journée « normale » avant longtemps.

Au cours des deux mois qui ont suivi, Edmund et ses collaborateurs, Anne-Marie Mosey et Christopher Wimmer, ont reçu et traité plus de 700 offres d'aide en provenance du secteur privé canadien, travaillant le plus souvent après des nuits écourtées et dans l'improvisation. L'équipe s'était vu confier la gestion des entreprises canadiennes par la Direction des affaires humanitaires et des interventions d'urgence et la Direction de la planification d'urgence et de la formation, les deux directions du MAECI chargées des interventions d'urgence.

« Nous avons un travail énorme à accomplir, rappelle Edmund. Des vies étaient en jeu et nous voulions être sûrs de bien gérer les offres d'aide pour les acheminer aux bons endroits. »

Pour prioriser le nombre considérable d'offres qui affluaient de toutes les régions du Canada et d'ailleurs, l'équipe a créé un système de triage. Les entreprises offrant dans l'immédiat des services de transport (y compris par avion) ou d'abris recevaient la priorité, alors que celles qui proposaient de l'eau embouteillée ou des marchandises non immédiatement utilisables durant le chaos étaient inscrites plus bas sur la liste. L'équipe a aussi mis au point des outils de communication gouvernementale pour expliquer aux entreprises quel type d'aide était utile durant la crise, et s'est engagée à répondre à toutes les demandes de renseignements. Elle a même organisé une coordination impromptue avec une opération de recherche et de sauvetage d'envergure menée par une entreprise canadienne à Port-au-Prince.

« J'ai été très heureux de voir le nombre d'entreprises canadiennes se disant sincèrement prêtes à offrir leur aide pour répondre aux besoins humanitaires criants, dit-il. La réponse a été remarquable. »

Aujourd'hui, Edmund estime avoir trouvé un nouveau rôle d'importance pour les agents commerciaux du Ministère, lorsque le Canada est appelé à intervenir à la suite d'une catastrophe à l'étranger. « Il y a parfois divergence entre les offres des entreprises et ce que les ONG sur le terrain jugent utile. Nous avons voulu combler cet écart, et l'avons fait le plus rapidement possible. »

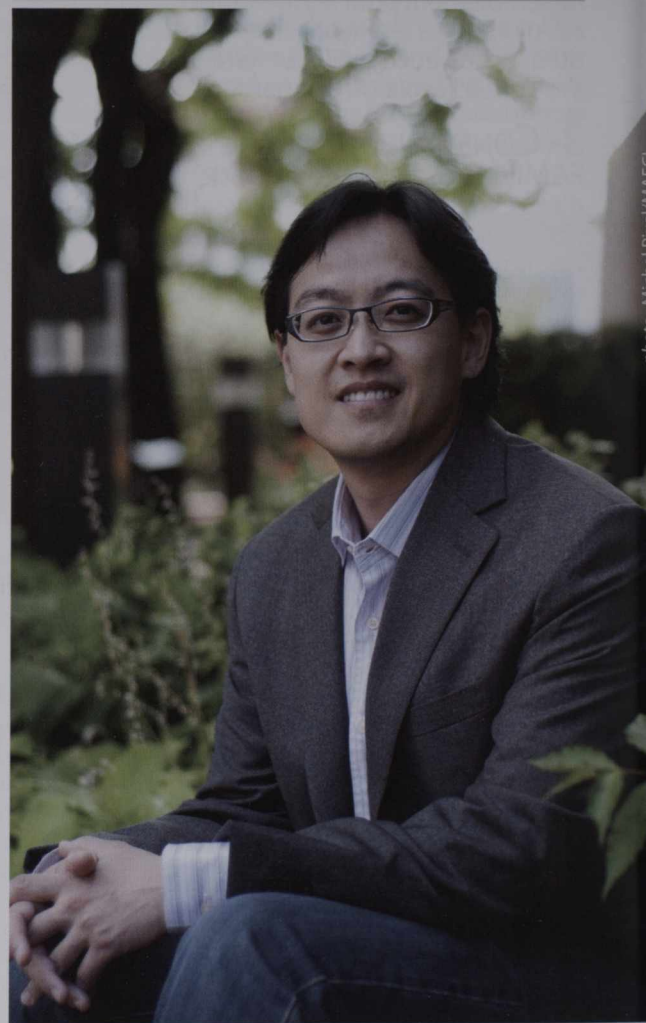
Edmund a constaté que les meilleurs résultats s'obtiennent lorsque les activités des ministères, de l'Organisation des Nations Unies et des ONG sont coordonnées et qu'un système de suivi rapide et précis de l'information est en place. La première étape consiste à former une équipe d'agents responsables et à leur donner des outils tels qu'un plan de triage, une stratégie de communication, des sites Web à jour et des comptes courriel collectifs dédiés. Ainsi, les entreprises qui offrent leurs services peuvent recevoir les conseils et l'aide dont elles ont besoin.

« Haïti mettra plusieurs années à se relever mais ces outils resteront pertinents tout au long de la période de reconstruction, car ils nous permettent de voir rapidement ce que les entreprises actives dans différents secteurs peuvent fournir, précise Edmund.

« Ces outils s'avéreront encore utiles lorsque la prochaine catastrophe surviendra; quelle qu'en soit la gravité, nous serons en mesure de réagir plus rapidement et de mettre en place un plan d'action. »

Une gestion qui sauve des vies

Par Campbell Morrison



Edmund Lee et ses agents ont traité plus de 700 offres d'aide venant du secteur privé du Canada à la suite du tremblement de terre survenu à Haïti.